

POLITIQUE ● **Présidentielle 2012 : tous les candidats remboursés sauf... Sarkozy.** Selon LeFigaro.fr, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a donné son feu vert au remboursement des dépenses de tous les candidats, à l'exception de Nicolas Sarkozy. Le compte de campagne de l'ancien Président a été rejeté et celui-ci conteste cette décision devant le Conseil constitutionnel. Le remboursement de plus de 10,5 millions d'euros est en jeu pour l'UMP, déjà mal en point financièrement. L'État rembourse 4,75% des dépenses des candidats qui ont obtenu moins de 5% des voix et 47,5% des dépenses de ceux qui ont dépassé ce seuil.

ÉNERGIE ● **Des parlementaires ouvrent le dossier explosif du gaz de schiste.** Des parlementaires ont donné hier le coup d'envoi à un rapport qui vise à évaluer les techniques d'extraction alternatives du gaz de schiste à la très controversée fracturation hydraulique, bannie depuis 2011 en France. L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, qui regroupe des élus des deux chambres et de tous bords, a approuvé à l'unanimité une étude de faisabilité rédigée par le député Christian Bataille (PS) et le sénateur Jean-Claude Lenoir (UMP), donnant ainsi le feu vert au lancement d'un tel rapport, qui devrait être publié cet automne.

● **EDF met en garde ses clients contre des courriels frauduleux.** L'électricien national a réitéré, hier, ses mises en garde à ses clients face à un afflux massif de courriels frauduleux qui visent à récupérer leurs coordonnées bancaires, et mettra en place lundi une adresse (message-frauduleux.edf.fr) à laquelle ils pourront les signaler. Les courriels en question sont censés émaner du service client d'EDF et menacent les destinataires d'une coupure suite à un problème de paiement, en les invitant à régler par carte bancaire sur une page internet.

● **Solaire : la bonification des panneaux européens entre en vigueur.** Les nouveaux tarifs bonifiés de l'électricité solaire, plus favorables aux panneaux français et européens mais jugés "fragiles" juridiquement par le gendarme du secteur, sont entrés en vigueur hier, selon deux arrêtés parus au *Journal officiel*. La mesure principale, annoncée au début du mois, consiste à bonifier de 5% les tarifs auxquels EDF rachète l'électricité d'origine photovoltaïque en France lorsque les cellules ou les panneaux sont "made in Europe", et de 10% lorsque c'est le cas pour les deux.

JUSTICE ● **Maurice Agnelet va être relâché.** Condamné à 20 ans de prison pour l'assassinat d'Agnès De Roux, héritière d'un casino niçois mystérieusement disparue en 1977, Maurice Agnelet a obtenu un troisième procès devant la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine et va être libéré aujourd'hui, vers midi. À 74 ans, il va pouvoir sortir de la prison de Mauzac (Dordogne), où il est incarcéré depuis cinq ans, après cet arrêt de la commission de réexamen de la Cour de cassation, faisant suite à une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme jugeant qu'il n'avait pas bénéficié d'un procès équitable.

FAIT DIVERS ● **Une école braquée en pleine journée.** L'école primaire Paul-Éluard de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a été attaquée le 24 janvier dernier, aux alentours de 16h, par deux malfaiteurs équipés d'armes à feu qui ont pris la fuite après s'être fait remettre près de 200 euros par la directrice de l'établissement. La somme était destinée à financer une sortie scolaire.

Goodyear ferme une usine à Amiens

1173 postes concernés, Montebourg veut des négociations

La direction du fabricant de pneus Goodyear compte fermer son usine d'Amiens-Nord. Un projet qui supprimerait 1 173 postes et constituerait une nouvelle épreuve pour le gouvernement confronté à une rafale de plans sociaux (lire ci-dessous). "La fermeture de l'usine est la seule option possible après cinq années de négociations infructueuses", a expliqué la direction au Comité central d'entreprise, réuni au siège de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Le ministre du Redressement productif souhaite "ramener tout le monde à la table des négociations": les syndicats, la direction et le repreneur potentiel Titan, avec qui les négociations ont échoué en juin.

Élu CGT, Mickael Wamen a aussitôt appelé à une "journée de lutte" le 12 février à l'occasion du prochain CCE. "L'ensemble du site (Rueil-Malmaison) sera en grève" ce jour-là. "On fera le déplacement ici même avec l'ensemble des salariés de Goodyear", a-t-il promis en souhaitant que son projet avait "pour objectif de sauvegarder la compétitivité des secteurs d'activité tourisme et agricole du groupe". L'usine d'Amiens-Nord a perdu 61 millions d'euros en 2011, dont 41 pour le pneu de tourisme, a-t-il souligné, faisant un parallèle avec celle d'Amiens-Sud "aujourd'hui rentable" selon lui après avoir accepté une organisation du travail différente.



Outre Amiens-Nord, Goodyear compte 4 sites en France : Amiens-Sud (938 salariés), Montluçon (679), Riom (125), Rueil-Malmaison (338).

tant que l'ensemble des salariés des entreprises en difficulté se joignent à la mobilisation. À l'adresse du ministre, le syndicaliste a lancé : "Arnaud Montebourg tu as dit que tu voulais éviter le pire. Mon pote, donc, tu prends ton copain Hollande et tu fais ton boulot!"

La direction de Goodyear France a pour sa part mis l'accent sur les difficultés du secteur, affir-

mant que son projet avait "pour objectif de sauvegarder la compétitivité des secteurs d'activité tourisme et agricole du groupe". L'usine d'Amiens-Nord a perdu 61 millions d'euros en 2011, dont 41 pour le pneu de tourisme, a-t-il souligné, faisant un parallèle avec celle d'Amiens-Sud "aujourd'hui rentable" selon lui après avoir accepté une organisation du travail différente.

Une hécatombe de plans sociaux

Ces douze derniers mois, les annonces de plans sociaux se multiplient. Petit rappel des plus emblématiques.

● **ARCELORMITTAL.** Le 1^{er} octobre 2012, ArcelorMittal annonce l'arrêt des deux hauts-fourneaux de Florange. 630 postes sont supprimés. Devant la fronde des politiques et des syndicats, le sidérurgiste cède et approuve un compromis concocté avec le gouvernement : Mittal reste à Florange, s'engage à investir et à ne pas licencier.

● **PSA.** Le 12 juillet, le groupe automobile annonce la suppression de 8000 postes et surtout de l'arrêt de la production sur son site d'Aulnay-sous-Bois. Le 11 décembre, la direction déclare que 1500 départs naturels ne seront pas remplacés d'ici à 2014, en sus des 8000 suppressions.

● **AIR FRANCE.** La compagnie aérienne lance en janvier 2012 une restructuration draconienne. Pour réduire ses coûts de 2 milliards d'euros d'ici à 2015, elle décide de réduire ses effectifs de près de 10% avant fin 2013, soit 5122 postes, et remet en cause des accords collectifs sur les rémunérations et l'organisation du travail.

● **SANOFI.** Annoncé le 5 juillet, le plan de Sanofi concernait au départ 1371 postes. Sous la pression du gouvernement et des syndicats, le laboratoire pharmaceutique a réduit la volture en annonçant la suppression de 900 postes d'ici à 2015. Un chiffre que les partenaires sociaux estiment sous-évalué.

● **PETROPLUS.** La lutte des salariés de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) pour sauver leur entreprise constitue le conflit social le plus long jamais enregistré dans

l'industrie du pétrole en France. Fin 2011, la maison mère suisse fait faillite et dépose le bilan de toutes ses filiales en Europe. La raffinerie a depuis cessé de fonctionner et attend la venue d'un industriel prêt à investir.

● **DOUX.** Le volailler est placé en redressement judiciaire le 1^{er} juin. Près d'un million d'emplois sont détruits. Le groupe ne compte plus que 2300 salariés et 90 nouvelles suppressions de postes sont dans les tuyaux, selon les syndicats.

● **ALCATEL-LUCENT.** En octobre, Alcatel-Lucent a annoncé qu'il allait réduire son effectif de 1430 postes via un plan de départs basé sur le volontariat, dont 934 postes chez Alcatel-Lucent France, le reste touchant des filiales internationales installées sur le sol français.

● **SFR.** SFR, touché par la déferlante Free Mobile et ses offres low-cost, a annoncé la suppression de 1123 postes via un plan de départs volontaires. L'opérateur s'est engagé à en créer 267, ce qui aboutira à la suppression de 856 postes nets, mais les syndicats n'y croient pas trop.

● **GAME FRANCE.** Le distributeur de jeux vidéo, en redressement judiciaire, va licencier au moins 400 personnes malgré trois offres de reprise partielles. Au maximum, seuls 71 magasins et 156 postes seront repris, sur les 157 boutiques et 557 emplois du groupe.

● **VIRGIN.** L'enseigne de distribution de produits culturels, qui emploie 1000 salariés, a été placée récemment en redressement judiciaire assorti d'une période d'observation de quatre mois. Le P.-d.g. du label indépendant Naïve, Patrick Zelnik, s'est affiché comme candidat à la reprise, mais affirme que l'aide de l'État est nécessaire.

Les fonctionnaires manifestent leur impatience au gouvernement

Les fonctionnaires se sont mobilisés, hier, à l'appel de trois syndicats pour faire part au gouvernement de leur "impatience". "Plus de 150 000 personnes" sont descendues dans la rue dans le pays (6,62% de grévistes dans la fonction publique d'État, 7,59% dans l'hospitalière et de 4,27% dans la territoriale, selon le ministère). La CGT, la FSU et Solidaires réclament une augmentation du point d'indice, qui n'a pas été revalorisé depuis 2010, l'abrogation de la journée de carence (non indemnisée) en cas d'arrêt maladie et veulent faire part de leurs revendications sur l'emploi.

Le détail de la mobilisation par ville dans les pages locales.



À Paris, 12 à 15 000 personnes, selon les syndicats ont défilé jusqu'aux abords du ministère de la Fonction publique. / PHOTO AFP

L'armée malienne entre dans Kidal

La région focalise toutes les attentions. Les otages français pourraient y être détenus

Des militaires maliens sont arrivés hier à Kidal, dans le nord-est du Mali. Il s'agit, selon l'armée malienne, d'une "petite unité de reconnaissance qui est partie préparer le terrain au reste de la troupe". Kidal, où des soldats français ont pris le contrôle de l'aéroport et sa région focalise toutes les attentions.

Après Gao et Tombouctou, reprises en moins de trois jours, c'est la dernière grande ville du Nord encore aux mains des groupes armés. Mais cette fois, la France privilégie la négociation, évoquant une "situation particulière". Longtemps tenue par le grou-

pe islamiste Ansar Dine, allié à al-Qaïda au Maghreb islamique, Kidal vient de passer sous le contrôle du Mouvement islamique de l'Azawad (MIA, dissident d'Ansar Dine) et du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg). Kidal et sa région, le massif des Ifoghas, près de la frontière algérienne, sont un lieu de détention "probable" pour les sept otages français au Sahel, selon Paris.

Par ailleurs, au moins deux soldats maliens ont été tués, hier, par une mine au passage de leur véhicule, entre les villes de Hombori et Gao.

L'hommage à Yann Desjeux ex-otage en Algérie



Quelque 400 personnes ont assisté, hier, aux obsèques de Yann Desjeux, ex-parachutiste de 53 ans tué lors de la prise d'otages sur un site gazier en Algérie. Le cercueil a été accueilli en haut des marches de la petite église Saint-André, dans le vieux Bayonne, par une haie d'honneur d'anciens du 1^{er} Régiment de parachutistes d'infanterie de marine.

ESPAGNE

Rajoy rattrapé par un scandale de corruption

Jusqu'ici épargné, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, est apparu hier dans un scandale de corruption, par le biais d'informations publiées à la Une d'*El País*, qui resserrent en Espagne l'état autour de ses plus hauts dirigeants. Ces révélations, sur une présumée comptabilité occulte qui aurait bénéficié à ses principaux responsables, ont suscité un démenti immédiat du Parti populaire, de droite, que préside Mariano Rajoy depuis 2004. La comptabilité du parti est "claire, unique, transparente et propre, et régulièrement vérifiée par la Cour des Comptes", a réagi Maria Dolores Cospedal, le numéro deux du PP.

Mais dans un pays soumis à une rigueur historique, miné par un chômage record frappant 26% des actifs, ces nouvelles révélations jettent un peu plus le soupçon sur des responsables politiques déjà confrontés à une grave perte de crédibilité.

La monarchie elle-même est touchée avec la mise en cause par la justice du genre du roi Juan Carlos, Iñaki Urdangarín, et, tout récemment, du secrétaire des infantes Cristina et Elena, les deux filles du souverain, Carlos García Revenga.

MEXIQUE ● Explosion dans une tour à Mexico : au moins 22 blessés.

Une explosion a fait plus de 20 blessés, hier, dans le gratte-ciel de 214 mètres de haut qui abrite le siège de la société nationale de Pétrole (Pemex) à Mexico, a indiqué l'entreprise. Selon les secours, la cause de la déflagration pourrait être l'accumulation de gaz dans un local électrique.

ÉTATS-UNIS ● Fusillade dans un collège d'Atlanta.

Un professeur et un adolescent de 14 ans ont été touchés dans une fusillade survenue dans un collège à Atlanta (Géorgie) et la police a arrêté deux suspects, selon plusieurs médias. On ne connaît pas l'état de santé des victimes. Le tireur aurait été arrêté.

RUSSIE ● Pires répressions contre la société civile depuis la chute de l'URSS.

Les autorités russes ont mené en 2012 contre la société civile les pires répressions depuis la chute de l'Union soviétique il y a 21 ans, a affirmé hier l'ONG Human Rights Watch. Depuis le retour de Vladimir Poutine à la présidence russe en mai, une série de lois ont été votées. Parmi elles, l'une oblige les ONG russes bénéficiant de subventions étrangères à se déclarer "agent de l'étranger".

ISRAËL ● Un rapport d'experts de l'Onu demande le retrait des colonies.

Un rapport d'experts indépendants commandé par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a demandé, hier, l'arrêt immédiat des colonisations dans les territoires palestiniens occupés et le retrait progressif de tous les colons, évoquant pour la première fois un éventuel recours devant la Cour pénale internationale. Selon ce rapport, "un nombre important de droits de l'Homme des Palestiniens sont violés". Israël a rejeté ce rapport d'experts, jugeant qu'il était "biaisé".